

## 29<sup>ème</sup> Dimanche du Temps Ordinaire - Année A

22 octobre 2023

*Lectures : Is 45, 1.4-6 ; Ps 95 (96), 1.3, 4-5, 7-8, 9-10ac ; 1 Th 1, 1-5b*

*Évangile selon saint Matthieu 22, 15-21*

*Homélie du frère Gabriel Nissim*

Frères et sœurs,

Ce que le Christ nous dit ici « *rendez à César ce qui est de César, et à Dieu ce qui est de Dieu* », c'est que nous sommes responsables. Responsables de ce qui nous a été remis, confié.

On parle souvent de nos « droits et devoirs ». Mais, à la lumière de l'Évangile, quand nous réalisons la façon dont le Christ nous regarde, nous, comme il regardait les gens qu'il rencontrait, plutôt que de « devoirs », il faut bien plutôt parler de nos « responsabilités ».

D'abord de la part de Dieu : notre responsabilité de rendre à Dieu ce qui est de Dieu, ce qui nous vient de Dieu, qu'il nous a confié. Confié, parce que, fondamentalement, Dieu nous fait confiance : notre vie, notre humanité personnelle, Dieu nous les a confiées. Les autres, Dieu les a confiés à notre responsabilité.

Et il devrait en aller bien davantage de même au sein de la société. Nous sommes des êtres humains, donc capables de de responsabilité les uns envers les autres, chacun pour notre part. Notre petite part, mais notre part. Nous, pas seulement profiter tranquillement de ce qui nous vient de la société, de ce qui nous vient de Dieu. Ne pas être, nous, des profiteurs. Mais, en tant qu'êtres humains, en tant que citoyens, capables de prendre notre part – et donc responsables d'apporter notre modeste contribution au bien commun de la société, comme à l'œuvre de Dieu. Et c'est là une bien belle chose, une belle dimension de notre existence que cette responsabilité qui est la nôtre. Il y a de quoi en être fiers !

Le rôle de « César » – aujourd'hui de l'État, de la République – est indispensable. Vivre ensemble serait impossible sans une organisation politique et sociale, sans un État organisé. Nous ne pouvons nous passer de règles communes. Et ces règles, qui régissent notre vie sociale à tous les niveaux, chacun de nous est non seulement tenu de les respecter, mais il doit aussi apporter sa part pour que ça marche. Nous recevons – nous avons aussi à « rendre ». Pas « moi chez moi, et toi chez toi ! », « moi, c'est moi, et toi, t'es toi / tais-toi ! ». Mais, en tant que citoyens, veiller à ce que chacun, et d'abord les plus faibles, les plus fragiles, reçoivent ce dont ils ont besoin – que leur dignité et leurs droits fondamentaux soient effectivement respectés.

En outre, aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, cette responsabilité citoyenne s'étend bien au-delà de nos frontières. Nous le ressentons tous, depuis deux semaines, devant la violence meurtrière qui touche dramatiquement Israël, et Gaza. Mais l'assassinat tragique du professeur Dominique Bernard, à Arras, nous prouve, s'il en était besoin, que nous, ici et maintenant, nous avons à

combattre pour une fraternité avec ceux qui viennent des autres bords de la Méditerranée, notre « mer commune », comme nous l'avons célébré à Marseille il y a un mois.

« *Rendez à César ce qui est de César et à Dieu ce qui est de Dieu* » : cette ligne que nous indique le Christ est d'une totale actualité. Elle nous dit combien la séparation entre l'État et la religion est nécessaire. C'est une tentation permanente et perverse de l'humanité que d'allier « le trône et l'autel, le sabre et le goupillon », comme nous le constatons aujourd'hui par exemple en Russie. Et nous, en Europe, nous savons combien cela peut engendrer de violence : nous l'avons vu dans les guerres de religion qui ont ensanglanté nos pays. Cela reste, hélas, complètement d'actualité en Inde comme en Israël, en Birmanie comme en Iran ou au Yémen. Alors, oui, séparer l'État de la religion, ne pas nier leur citoyenneté à ceux qui ne sont pas membres de la religion majoritaire d'un pays mais accorder à tous la même citoyenneté, les mêmes droits, la même dignité, quelle que soit leur religion ou leur absence de religion.

C'est là, alors, qu'il nous faut entendre, nous, plus fortement que jamais, ce « *rendez à Dieu ce qui est de Dieu* ». Ce que nous avons reçu de lui, en tant que ses enfants, et qu'il nous confie la responsabilité de développer, de mettre en œuvre chaque jour, c'est *notre humanité*. Moi, ma qualité humaine, à sa ressemblance. Ma capacité à aimer comme lui, Dieu, il aime : voilà ce que je dois lui « rendre ». Ma capacité de fraternité, loin de me contenter d'une justice minimum. Nous faire proches, nous faire nous-même le prochain de l'autre, et d'autant plus s'il y a des choses qui nous séparent. Et je pense avec admiration à celles et ceux qui, aujourd'hui même, affirment et vivent cette fraternité entre Palestiniens et Israéliens.

Nous ne sommes pas propriétaires de notre humanité. Nous en sommes responsables. Responsables de vivre pleinement notre qualité humaine, de la faire fructifier pour qu'elle soit à la ressemblance de Dieu, malgré tous les obstacles du quotidien, malgré nos faiblesses. Responsables aussi de l'humanité des autres – y compris de la guérir, de la sauver, quand cela est nécessaire.

Rendre à Dieu ce qui, en nous, est « de Dieu », voilà notre vocation, confiée à notre liberté : développer cette ressemblance, chez nous et chez les autres, lui faire porter toute sa fécondité, tout son fruit. Et, avec un brin d'humour, pour conclure : ce sera dans deux ou trois semaines le temps du vin nouveau. Alors, nous, demandons-nous quel vin nouveau nous aurons nous-mêmes su tirer de notre vigne, la vigne qui nous a été confiée. Pour que le Christ en fasse son propre vin, à l'image de son propre sang, à partager avec bonheur entre nous.